



Service national universel : le gouvernement recherche 25.000 jeunes volontaires



Le SNU ouvre ses inscriptions ce lundi à tous les jeunes français de 15 à 17 ans. Expérimenté pour la première fois en 2019, le programme 2021 est étendu à toute la France et accueillera dix fois plus de participants.

Deuxième saison pour le Service national universel. Le gouvernement invite 25.000 jeunes de 15 à 17 ans à s'inscrire dès ce lundi, après l'annulation du dispositif l'an dernier à cause de l'épidémie. En 2019, le SNU, voué à terme à remplacer la Journée de la citoyenneté, avait été expérimenté dans 13 départements avec 2000 bénévoles : il est élargi cette année à toute la France. La secrétaire d'État à la Jeunesse et à l'Engagement, Sarah El Haïry, a annoncé dimanche dans une interview au *Parisien* un budget «doublé» de 61 millions d'euros pour étendre l'expérience.

Comme en 2019, le service commencera par un «séjour de cohésion» : quinze jours où les jeunes volontaires, réunis par maisonnes de 10 dans un centre en dehors du département de résidence, suivront des ateliers sportifs et citoyens encadrés par des militaires et des éducateurs. Au programme: uniforme, salut au drapeau, Marseillaise et une «expérience d'une vie collective». «*La finalité, c'est de vivre un « temps de République »*», indique Sarah El Haïry au *Parisien*, rappelant que le SNU «*n'est ni l'école, ni l'armée, encore moins la colo*». Le stage sera ensuite complété par une mission d'intérêt général de 84 heures dans un domaine au choix parmi la santé, l'éducation, la culture, la solidarité ou la défense.

À lire aussi :SNU: dans le Vaucluse, des encadrants «bluffés par l'effet uniforme»
Des jeunes «satisfaits» de la première édition

Porté par l'ancien secrétaire d'État à la jeunesse Gabriel Attal, le dispositif avait fait lors de son lancement en 2019 l'objet de maints débats, notamment quant à son rapport à la laïcité. Alors que certains ont accusé le SNU d'être trop «complaisant à l'égard des revendications identitaires», ces questions seront évoquées lors des débats quotidiens, promet la secrétaire d'État. Le séjour de cohésion comportera également un module sur la radicalisation animée par le Cipdr (Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation), annonce Sarah El Haïry. Autre question contestée, la discipline «militaire» du programme a suscité l'adhésion des participants de la première promotion, nombreux à souhaiter par ailleurs rejoindre l'armée, la gendarmerie ou les pompiers, selon le rapport de l'Injep, (Institut national pour la jeunesse et l'éducation populaire) missionné par le gouvernement pour évaluer la phase pilote du SNU. 90% des participants ont par ailleurs plébiscité le port de l'uniforme.

Le bilan tiré de la première promotion montre que 94 % des participants ont été satisfaits de

l'expérience, même si beaucoup se sont plaints d'un agenda trop chargé. Mais, nuance l'Injep, le séjour ne concernait que des volontaires pas forcément représentatifs de l'ensemble des jeunes français. Le rapport souligne ainsi une surreprésentation des bons élèves parmi la première promotion (58% d'entre eux). Un tiers des volontaires avaient par ailleurs un parent engagé dans l'armée. Ainsi, « *certaines résultats pourront être différents lors des futures sessions, et a fortiori lorsque le SNU sera rendu obligatoire* », note l'Injep.

Le SNU doit être généralisé à l'ensemble des 800.000 jeunes français d'ici 2026, a confirmé la secrétaire d'État, même si « *la date n'est pas consolidée et que cela nécessitera un projet de loi.* »

À VOIR AUSSI - Service National Universel : à quoi ça sert ?